

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/25
21 juillet 2000

(00-3032)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 29-30 JUIN 2000

Déclaration de la Grenade

Au nom du groupe de pays connu sous le nom de CARICOM, la Grenade tient à présenter les observations suivantes, sans préjudice d'autres observations qu'elle pourrait avoir à formuler au sujet des travaux du Secrétariat qui ne sont pas expressément mentionnés.

Premièrement, nous tenons à nous associer aux observations du Brésil concernant le document G/AG/NG/S/6, sans énumérer les faiblesses spécifiques de l'analyse, qui cherche à établir un "lien de causalité subtil" entre la libéralisation des échanges dans le secteur de l'agriculture et les résultats du commerce des produits agricoles.

Nous souhaitons faire les suggestions suivantes en ce qui concerne a) les travaux futurs à entreprendre dans le contexte du document G/AG/NG/S/6, et b) des propositions relatives à une nouvelle étude.

Pour ce qui est du point a), nous aimerions demander i) qu'une analyse de la part et de la composition des échanges de produits agricoles qui ont lieu dans le cadre de divers arrangements préférentiels soit incluse dans le document; ii) que le document G/AG/NG/S/6 donne une ventilation de la croissance pour les produits bruts ou primaires et pour les produits transformés ou ouvrés.

Au sujet du point b) (nouvelle étude), nous aimerions demander que soit entreprise une étude des consolidations tarifaires (taux consolidés et taux effectivement appliqués) pour les produits présentant un intérêt majeur à l'exportation pour les pays en développement.

Enfin, nous aimerions profiter de l'occasion pour remercier le Secrétariat du travail accompli lors de l'élaboration du document G/AG/NG/S/6, qui constitue déjà une bonne base pour l'examen pratique de la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay. Il ressort que les éléments identifiés constituent des "chaînon manquant" fondamentaux sur lesquels les pays de la CARICOM doivent poursuivre leurs travaux dans le cadre de l'article 20 de l'Accord.
